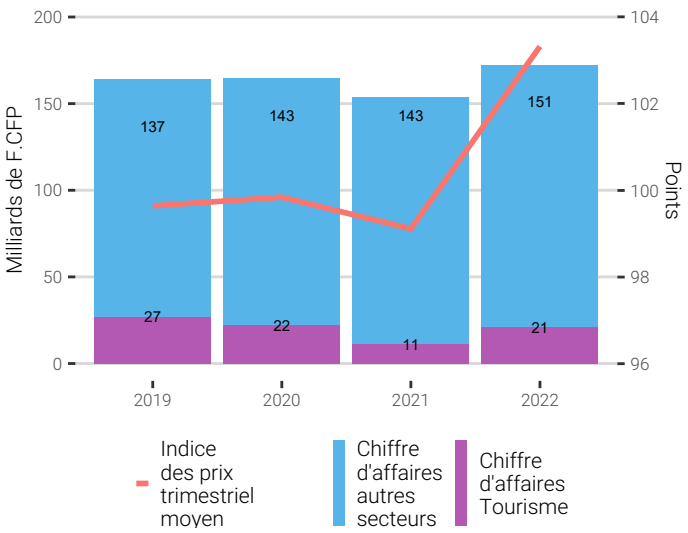
Points Conjoncture
de la Polynésie française
N° 1332

Te Avei'a - T1 2022 - Fort rebond du marché du travail et des exportations mais la montée de l'inflation se confirme

Le premier trimestre 2022 a été marqué par un retour progressif des touristes et une accélération importante de l'inflation. Malgré l'arrivée du variant Omicron, la reprise de la fréquentation touristique contribue nettement au rebond du marché du travail et à la croissance globale de l'économie polynésienne. La forte hausse de la masse salariale alimente un niveau de consommation et d'investissement soutenu avec sur la même période des exportations de produits locaux en hausse.

Le retour des touristes alimente une partie de la croissance

Fig. 1. Évolution du chiffre d'affaires au premier trimestre 2022



Source : DICP, ISPF ; estimations

Malgré de nombreux chocs exogènes qui ont pesé sur l'activité économique du premier trimestre 2022 en Polynésie française (guerre en Ukraine, variant Omicron en Europe, retards d'approvisionnement, hausse des prix des matières premières, etc.), l'activité interne a résisté et celle ouverte vers l'extérieur a progressé. Le chiffre d'affaires des entreprises croît de 11 % sur un an et dépasse le niveau global de 2019. Si cette croissance est pour partie liée à la hausse des prix (+ 4,2 % d'inflation), l'augmentation de la demande extérieure et une consommation des ménages soutenue par un fort rebond de la masse salariale sont aussi à prendre à compte.

Les entreprises touristiques contribuent pour 6 points à la hausse totale du chiffre d'affaires sur un an, et les entreprises des autres secteurs de l'économie polynésienne pour 5 points. Une partie de la croissance des entreprises orientées vers la demande intérieure s'explique principalement par la hausse des prix. L'autre partie provient de la bonne tenue de la consommation des ménages. Les exportations de biens sont en hausse et les volumes d'investissement restent soutenus.

Une inflation trimestrielle au plus haut depuis la crise financière de 2008

La hausse concomitante des cours de l'énergie et des matières premières se répercute sur les prix de production locaux (+ 8 % pour l'index du BTP par exemple). Ce constat concerne l'ensemble de la planète et donc l'ensemble des produits importés en Polynésie française. Ainsi, le prix du pétrole importé a quasiment doublé sur un an (+ 80 %) et le prix des matières alimentaires au niveau mondial a progressé de plus de 30 % sur un an. Les prix des importations de matériaux de construction n'échappent pas à cette hausse : + 25 % sur le ciment importé ou encore + 36 % sur les produits des industries du bois sur un an. Cette tendance devrait se poursuivre au cours des deux prochains trimestres, mais le rythme et l'ampleur des hausses de prix à venir sont difficiles à prévoir dans le contexte actuel. Les évolutions des cours de l'énergie au niveau mondial des derniers mois (+ 20 % sur les prix à la pompe sur un an) n'ont pas encore impacté totalement les Polynésiens, grâce à une mobilisation très importante des ressources publiques au travers du fonds de régulation du prix des hydrocarbures (FRPH). Néanmoins, les prix finiront par augmenter si les tensions internationales perdurent.

Ces fortes hausses des prix mondiaux et importés se retrouvent dans les prix de production polynésiens et commencent à se répercuter, partiellement mais progressivement, sur les prix à la consommation (5 mois de hausses mensuelles consécutives). Cette inflation et ce climat d'incertitude peuvent rapidement contribuer à reporter certains achats des ménages au cours de l'année.

Dans le détail, les prix des trois principaux postes de dépenses des ménages (alimentaires, transports et logements) qui représentent près de deux tiers des achats, ont progressé rapidement. Ainsi, les prix de l'alimentaire ont augmenté sur un an de 4,9 %, ceux du transport de 6,2 % et ceux des logements et services associés de 5,2 %. Avec une demande peu élastique sur ce type de biens, l'impact sur les volumes de consommation reste faible, mais l'érosion du pouvoir d'achat risque de se reporter sur d'autres produits (services, loisirs, etc.) dont les prix pourraient être tirés à la hausse dans le sillage des prochaines revalorisations salariales.

Table 1. Contributions à l'inflation annuelle au premier trimestre 2022

Type de produit	Contribution à l'inflation	Variation sur un an	Poids
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1,2%	4,9%	25,4
Transports	1,2%	6,2%	19,3
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	0,9%	5,2%	17,8
Hôtellerie, café, restauration	0,3%	3,5%	8,3
Autres biens et services	1,1%	13,7%	8,3
Loisirs et culture	0,1%	1,0%	5,9
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	-0,1%	-1,5%	4,8
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	0,0%	0,3%	3,4
Communications	-0,3%	-11,2%	2,8
Articles d'habillement et articles chaussants	-0,1%	-7,5%	1,7
Santé	0,0%	0,2%	1,4
Enseignement, éducation	0,0%	0,0%	0,9
Global	**4,2%**	**4,2%**	**100,0**

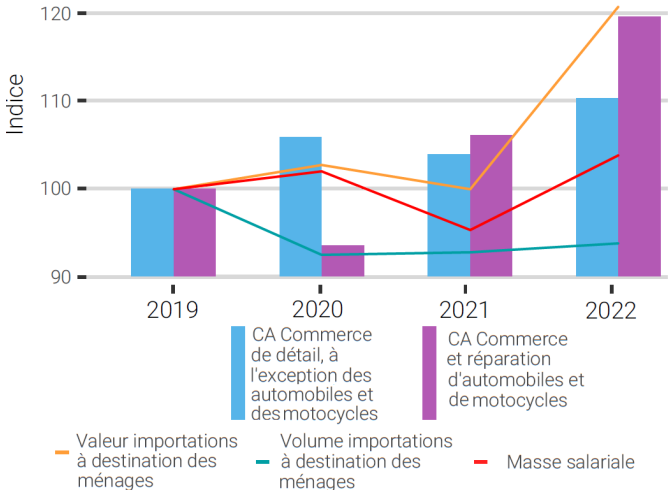
Source : ISPF ; IPC

Un important recours au travail soutient la consommation des ménages

Profitant d'une reprise dynamique du marché du travail et d'une forte croissance de la masse salariale, le volume d'affaires lié à la consommation des ménages reste à un niveau élevé ce trimestre. La mobilisation de l'épargne cumulée ces deux dernières années et le rebond du marché du travail (+ 9 % de salariés en équivalent temps plein) expliquent ce résultat. La reprise de l'emploi est portée, pour moitié, par le secteur de l'hôtellerie-restauration (+ 55 % de salariés en équivalent temps plein) qui retrouve 93 % de ses emplois d'avant-crise. Le nombre de salariés en en équivalent temps plein continue de progresser dans la construction et dans le commerce (+ 5 % pour ces deux secteurs) et dépasse les niveaux du premier trimestre 2019. Ce rebond s'accompagne d'une forte croissance de la masse salariale qui traduit principalement la hausse du temps de travail moyen qui retrouve un niveau d'avant-crise (146 heures en moyenne contre 140 heures en 2021 et 145 heures en 2019). Avec le retour des touristes et la fin des aides au maintien d'activité, le temps de travail mensuel moyen dans l'hôtellerie-restauration est passé de 105 heures en 2021 à 135 heures ce trimestre. La hausse du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) de 2 % en décembre 2021 contribue aussi à la hausse de la masse salariale.

Porté par la demande des ménages en produits de l'industrie automobile (+ 5 % d'immatriculations ce trimestre) comme en biens courants et par l'inflation, le chiffre d'affaires du commerce de détail et d'automobiles progresse de 7,5 % sur un an. Le chiffre d'affaires du commerce automobile progresse de 13 % et celui du commerce de détail de 6 % en valeur. Corrigée de l'inflation, la croissance dans le commerce de détail est de 2 % en volume sur un an et même de 5 % par rapport à 2019, témoignant de la bonne tenue de la consommation des ménages.

Fig. 2. Indicateurs d'évolution de la consommation des ménages au T1



Source : ISPF ; DCIP ; Douanes ; CPS

La hausse des prix alimente la valeur des importations

Au premier trimestre 2022, la valeur des importations civiles croît de 28 %. Trois facteurs expliquent cette hausse : d'une part, celle des importations de biens à destination des entreprises [1] qui contribue pour 11 points à cette croissance et, d'autre part, celle à destination des ménages qui y contribue pour 10 points. Enfin, la hausse en valeur des produits énergétiques y contribue pour 7 points.

Si les importations à destination des ménages progressent fortement en valeur (+ 21 %), les volumes sont plus stables (+ 1,2 %), traduisant la forte hausse des prix des biens importés sur un an. Cette inflation importée concerne quasiment la totalité des biens importés.

Les exportations de biens et de services touristiques progressent

Si la destination polynésienne était presque inaccessible au premier trimestre 2021 avec seulement 5 000 touristes, les restrictions de voyage se sont considérablement allégées et ont permis la venue de 30 000 touristes au cours des trois premiers mois de 2022. Ce résultat reste encore inférieur par rapport au niveau de 2020 (- 19 %) et de 2019 (- 40 %). La reprise de la fréquentation touristique s'accélère au fil des mois pour atteindre 80 % des effectifs de mars 2019. Cette dynamique devrait se poursuivre pour le reste de l'année avec davantage de lignes aériennes dans le ciel polynésien mais aussi moins de restrictions de transport. Les touristes sont malgré tout confrontés à la hausse des prix des billets d'avion (+ 11 % sur un an au premier trimestre) qui devrait s'accentuer au cours des mois à venir.

1. Comprend les biens d'équipement et les biens intermédiaires

La Polynésie française reste aussi très dépendante des marchés nord-américain et français qui représentent 90 % des touristes venus en Polynésie française ce trimestre. Les exportations de biens locaux progressent de 6 % en valeur et de 13 % en volume, malgré le recul des exportations de produits perliers en valeur de 35 % et en volume de 80 %. Les exportations de produits issus de la pêche augmentent jusqu'à atteindre une valeur jamais enregistrée pour un premier trimestre (483 millions de F.CFP), tirée par la demande américaine dont les volumes importés ont augmenté de 171 %. La hausse des prix de l'huile de coprah à l'exportation de 35 % ainsi que celle de la vanille de 10 % expliquent la croissance des exportations pour ces deux produits.

Les investissements restent soutenus

Les importations à destination des entreprises augmentent de 25 % en valeur au premier trimestre, avec un poids en retrait de 8 %. Ce recul est lié à la baisse des volumes importés de biens intermédiaires de 10 %. Cette contraction en volume des importations de biens intermédiaires provient essentiellement de la diminution des volumes de ciments importés (- 19 %) sur ce trimestre, pour un montant presque identique à celui de 2021. Malgré tout, les volumes de ciments importés restent 18 % plus élevés que sur la même période en 2019 témoignant d'une activité toujours soutenue dans la construction (+ 6 % de chiffres d'affaires et de salariés en ETP sur un an).

Hors ciments et produits connexes (mortier, chaux, etc.), les importations de biens intermédiaires progressent de 21 % en valeur et de 1 % en volume. L'ensemble des prix à l'importation des intrants de la construction sont en hausse sur un an : + 20 % pour le ciment, + 37 % pour les produits de l'industrie du bois et + 30 % pour les produits de l'industrie du fer et de l'acier.

Une partie de cette croissance des prix est compensée par des mesures fiscales exceptionnelles comme l'exonération de droit de douanes qui représentait en moyenne 5 % de la valeur CAF des biens intermédiaires). L'autre partie de cette inflation se retrouve déjà dans les indices de prix du BTP. La hausse des prix dans le secteur du BTP devrait se poursuivre au cours des deux prochains trimestres (matériaux, hausse du SMIG). Confrontée aux problèmes d'approvisionnement, à la hausse des prix des matières premières et à une probable hausse des taux d'intérêt, la demande privée en construction (ménages et entreprises) pourrait être contrainte alors que le volume des investissements publics, structurellement moins volatils, devrait demeurer stable.

Si les investissements dans le BTP sont restés soutenus au cours du trimestre, les investissements en biens d'équipement, constitués essentiellement de biens importés, progressent fortement sur an (+ 31 % en valeur).

Dans le détail, la hausse des importations de produits de la construction navale, liée pour partie à l'arrivée de nouveaux yachts à voile, contribue pour 15 points à la hausse alors que le renouvellement d'investissements liés à l'énergie contribue pour 6 points.

A la fin du premier trimestre, les données disponibles suggèrent un scénario de croissance assez robuste sur les deux prochains trimestres, porté essentiellement par une reprise très rapide des exportations touristiques et une demande interne qui resterait résiliente et permettrait une évolution positive de l'emploi. Ce scénario dépend néanmoins de l'évolution de nombreuses variables exogènes comme un regain des tensions sur les prix de l'énergie et sur l'approvisionnement en lien avec les développements géopolitiques, le durcissement des politiques monétaires et l'évolution des taux d'intérêt aux États-Unis et en Europe.

Méthodologie

Indice de l'emploi salarié marchand : cet indice est réalisé mensuellement et calculé à partir de l'exploitation avancée des déclarations de main-d'œuvre à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS). Ces déclarations sont obligatoires pour tous les salariés dépendant du régime général des salariés. Ces indices (base 100 en janvier 2000) permettent de calculer et de comparer facilement les évolutions entre deux périodes données.

Les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des autres services constituent une estimation de l'emploi salarié marchand. L'emploi salarié de ces secteurs représente 90 % du secteur marchand et deux tiers de l'emploi salarié total déclaré.

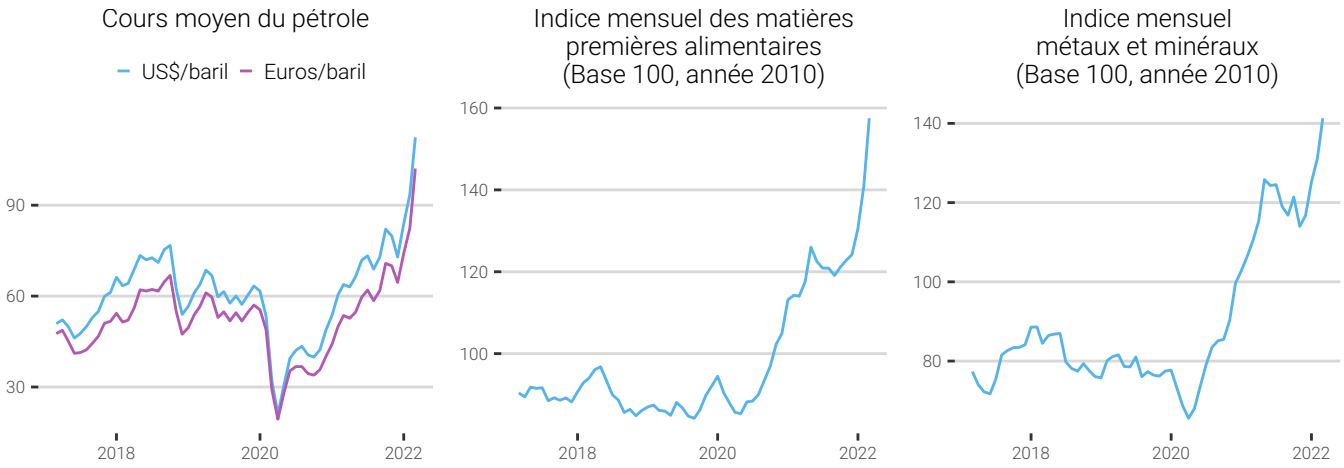
Les secteurs de l'agriculture, l'administration, l'éducation, la santé et l'action sociale, des services collectifs, sociaux et personnels et des activités domestiques sont exclus des estimations du fait de leurs structures particulières (prédominance de très petites entreprises ou d'administrations importantes) et de leurs régimes spécifiques de déclaration (retards tolérés ou déclarations trimestrielles).

Pour les trois derniers mois et en cas d'absence de déclaration de l'employeur, ces déclarations manquantes sont estimées à partir de l'évolution moyenne de l'emploi salarié des établissements déclarant à la CPS deux mois d'affilée, suivant les tailles et secteurs d'activité. Ces séries sont ensuite corrigées par variations saisonnières.

Correction des variations saisonnières (CVS) : l'évolution d'une série statistique se décompose en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et une composante irrégulière. La CVS est une technique utilisée pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances et composantes irrégulières).

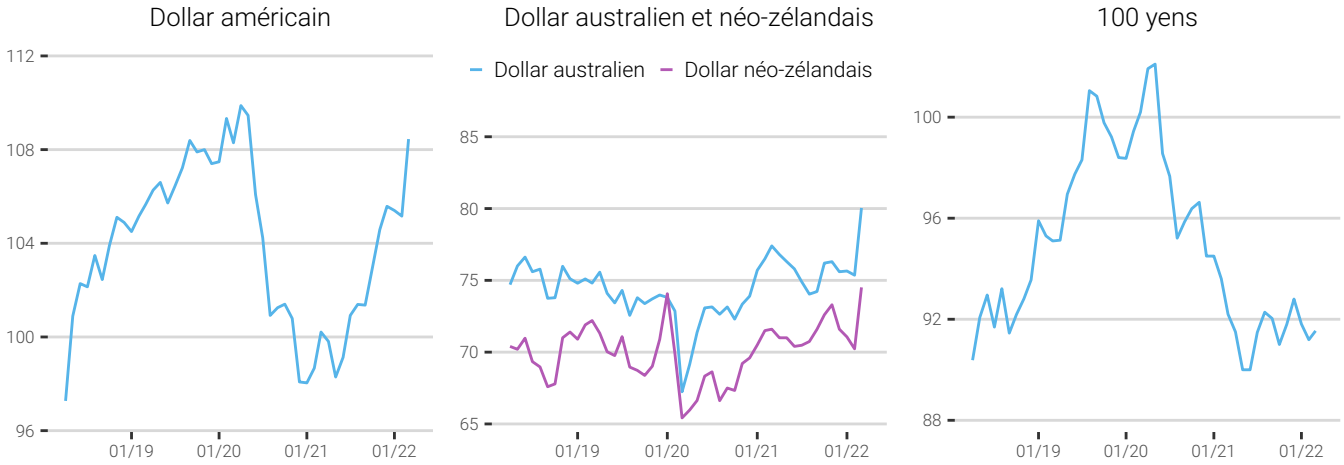
Tableau de bord : les données sont calculées en moyenne mobile ou glissante sur douze mois, ce qui permet de lisser une série de valeurs exprimées en fonction du temps (série chronologique), en éliminant les fluctuations les moins significatives et de lisser le phénomène étudié en noyant les valeurs extrêmes dans une masse de données davantage représentative d'une tendance moyenne. Cette moyenne est également dite mobile parce qu'elle est recalculée de façon perpétuelle, dès lors qu'une nouvelle donnée intègre la série en venant remplacer la plus ancienne et modifiant ainsi la date de référence.

Fig. 3. Industrie



Source : Banque Mondiale

Fig. 4. Taux de change



Source : Banque de Polynésie

Fig. 5. Indice boursiers



Source : Les Echos - Investir

TABLE 2. Tableau de bord

ENTREPRISES							
Démographie des entreprises	**mars-21**	**juin-21**	**septembre-21**	**décembre-21**	**mars-22**	***T / T-1***	***T / T-4***
Créations	1 833	1 798	1 428	1 132	798	*-29,5%*	*-56,5%*
Radiations	1 448	1 290	1 204	959	787	*-17,9%*	*-45,6%*
Stock	73 645	74 307	74 891	75 486	76 219	*1,0%*	*3,5%*
Nbr assujetties à la TVA	7 561	7 442	7 296	7 056			
Unité : nombre, moyenne des 12 derniers mois							Sources : ISPF, Contributions

Production	**mars-21**	**juin-21**	**septembre-21**	**décembre-21**	**mars-22**	***T / T-1***	***T / T-4***
Importations de Biens d'équipement	33 390	34 963	35 921	35 537	37 287	*4,9%*	*11,7%*
Importations de Biens intermédiaires	40 357	42 915	45 315	45 502	47 610	*4,6%*	*18,0%*
Consommation Moyenne tension	205 038	208 063	207 694	207 852		*-100,0%*	*-100,0%*
Chambres offertes (Hotels Internationaux)	504 367	643 044	686 004	700 559	765 994	*9,3%*	*51,9%*
Unités : millions de F.CFP, milliers de KwH, nombre, cumul sur 12 mois							Sources : ISPF, Douanes, EDT

Résultats	**mars-21**	**juin-21**	**septembre-21**	**décembre-21**	**mars-22**	***T / T-1***	***T / T-4***
Chiffre d'affaires des entreprises	808 211	841 683	858 106	863 482			
Exportations locales	6 216	7 994	8 653	9 341	9 405	*0,7%*	*51,3%*
Perles brutes	3 128	4 435	4 715	4 796	4 379	*-8,7%*	*40,0%*
Poissons	793	1 126	1 408	1 786	2 099	*17,5%*	*164,7%*
Nuitées touristiques	1 039 153	1 311 897	1 474 834	1 726 941	2 099 879	*21,6%*	*102,1%*
Nombre de touristes	44 822	57 089	67 521	82 546	107 905	*30,7%*	*140,7%*
Passagers débarqués à Faa'a	65 540	81 593	nd	nd	nd	-	-
Unités : millions de F.CFP, nombre, cumul sur 12 mois							Sources : ISPF, Contributions, Douanes, ADT

Emploi	**mars-21**	**juin-21**	**septembre-21**	**décembre-21**	**mars-22**	***T / T-1***	***T / T-4***
Nombre de salariés déclarés	63 507	64 608	65 166	65 716	66 356	*1,0%*	*4,5%*
Nombre de salariés en Equivalent Temps Plein	52 714	53 866	54 464	55 410	56 542	*2,0%*	*7,3%*
Demandes Emploi non satisfaites en Fin de Mois (DEFM)	10 616	11 874	12 157	12 457			
Offres d'emploi normal	2 405	3 210	3 365	3 975			
Unités : nombre, cumul/moyenne des 12 derniers mois							Sources : ISPF, CPS, SEFI

MENAGES							
Revenu	**mars-21**	**juin-21**	**septembre-21**	**décembre-21**	**mars-22**	***T / T-1***	***T / T-4***
Salaire Moyen en équivalent temps plein	334 578	333 387	334 116	334 511	334 844	*0,1%*	*0,1%*
Masse salariale	52 926	53 884	54 585	55 652	56 832	*2,1%*	*7,4%*
Unités: millions de F.CFP, moyenne des 12 derniers mois							Sources : ISPF, CPS

Consommation	**mars-21**	**juin-21**	**septembre-21**	**décembre-21**	**mars-22**	***T / T-1***	***T / T-4***
Importations de Produits alimentaires	44 115	43 922	45 045	45 466	47 338	*4,1%*	*7,3%*
Importations de Biens de consommation	27 986	30 014	31 732	32 250	33 732	*4,6%*	*20,5%*
Chiffre d'affaires Commerces détails	231 036	238 268	237 884	235 862		*-100,0%*	*-100,0%*
Indice des prix	107,1	107,1	107,4	107,8	108,96	*1,1%*	*1,7%*
Importations de Produits énergétiques	14 837	16 281	17 644	20 530	23 622	*15,1%*	*59,2%*
Consommation électricité basse tension	260 005	260 472	259 250	259 369		*-100,0%*	*-100,0%*
Importations de Produits de l'industrie automobile	14 537	16 327	17 229	17 361	18 292	*5,4%*	*25,8%*
Nombre d'Immatriculations (VP)	4 348	4 614	4 690	4 699	4 768	*1,5%*	*9,7%*
Unités : millions de F.CFP, indice base 100 2008, milliers de KwH, nombre							Sources : ISPF, Douanes, Contributions, DTT

cumul/moyenne des 12 derniers mois

Les données emplois et chiffre d'affaires sont en cours de consolidation

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES - DONNÉES BRUTES - 1er TRIMESTRE 2022						
	PIB (provisoire)		**Indice des prix à la conso.**	**Taux de chômage**	**Taux directeur**	**Dernier changement**
	Var. /3 mois	**Var. /1 an**	**Var. /1 an**	**Fin de trim**	**Banques Centrales**	
Etats-Unis	0,9%	3,4%	8,5%	3,6%	0,50%	16/03/22
Zone Euro	0,2%	5,0%	7,4%	6,8%	0,0%	10/03/16
France (1)	0,0%	5,3%	4,5%	7,3%	0,0%	10/03/16
Japon	-0,2%	0,2%	1,2%	2,6%	-0,1%	29/01/16
Australie			5,1%	4,0%	0,1%	01/12/20
Nouvelle-Zélande			6,9%	3,2%	1,00%	23/02/22
Chine (2)	1,3%	4,8%	1,5%	5,8%	3,70%	15/01/22

(1) les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix

(2) Taux de chômage urbain (seul taux officiel)

Source : Eurostat, instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE, tradingeconomics

Sources

Chaque trimestre, la publication « Points Conjoncture Te Avei'a » fait la synthèse de la conjoncture locale, reprenant l'évolution de l'ensemble des indicateurs de conjoncture économique et sociale. Ces indicateurs sont issus des enquêtes de l'ISPF, mais aussi de nombreux organismes qui collectent des informations chiffrées sur les domaines de leur compétence.

Caisse de prévoyance sociale (CPS) : gère l'ensemble des déclarations de main-d'œuvre du régime général des salariés à partir desquelles les statistiques de l'emploi salarié sont réalisées.
Direction des douanes : reçoit l'ensemble des déclarations de marchandises entrant ou sortant du territoire. Ces données sont traitées par l'ISPF pour en tirer des indicateurs d'échanges de marchandises avec les autres pays et analyser les flux en importations comme en exportations.
Direction des impôts et des contributions publiques (DICP) : traite les déclarations TVA à partir desquelles l'ISPF mesure l'évolution des chiffres d'affaires des entreprises par secteur d'activité.
Direction des transports terrestres (DTT) : gère les immatriculations des véhicules et fournit les statistiques à l'ISPF.
Électricité de Tahiti (EDT) : principal opérateur pour la fourniture d'énergie électrique en Polynésie française, il transmet les statistiques de production et consommation d'électricité à l'ISPF.
Port autonome de Papeete : cet établissement public à caractère industriel et commercial gère la zone portuaire. Il identifie les navires faisant escale en Polynésie française et dénombre leurs passagers et membres d'équipage.
Service de l'emploi : réceptionne les demandes et offres d'emploi qui permettent de réaliser le suivi statistique du marché du travail.
Synthèse économique : Les indicateurs permettant de suivre l'évolution de la conjoncture internationale sont extraits des sources suivantes : Banque de Polynésie, site du journal « les Échos » sur les places boursières (bourse.lesechos.fr), instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, Banque mondiale, OCDE et Eurostat.

Télécharger les données

Toutes les données

Editeur	Institut de la statistique de Polynésie française
Collection	Points Conjoncture
Numéro	1332
Auteur de la publication	Julien VUCHER-VISIN
Rédacteur en chef	Nadine RESNAY
Directeur de la publication	Nicolas PRUD'HOMME
Dépot légal	Juin 2022
Informations	Immeuble Uupa - 1er étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
Téléphone	+689 40 47 34 34
Fax	+689 40 42 72 52
Courriel	ispf@ispf.pf
Copyright	© ISPF, Papeete 2022 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISSN	2118-478X